

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 29 avril 2019

Nos réf. : SAER-PER SC-YM/AE19-19
Vos réf. : Préfecture52-SCPPAT-BE du 19 mars 2019
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

Le Service aménagement, énergies renouvelables
Pôle énergies renouvelables

au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)

Objet : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

Pétitionnaire	Eole de Pavelotte (CALYCE et TTR ENERGY)
Commune - adresse	Nomécourt
Intitulé du projet	Parc éolien de Pavelotte

Suite à la saisine en date du 19 mars 2019, mise à disposition sur la plate-forme collaborative ANAE, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet composé de 3 éoliennes de type VESTAS V126 d'une puissance unitaire de 3,6 MW (soit au maximum 10,8 MW pour l'ensemble du parc) et d'une hauteur totale maximale de 150 mètres, ainsi que d'un poste de livraison.

1) Autorisation d'exploiter énergie :

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée, le projet étant réputé autorisé.

2) Autres thèmes « énergie » :

2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB

Les éléments du dossier n'appellent pas de remarque de ma part dans la mesure où il n'existe pas de lignes de transport d'électricité HTB à proximité des éoliennes projetées.

2.2 : Réseau électrique interne

La réglementation sur les réseaux électriques a évolué. En effet, suite à la publication de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance dont l'article 59 a modifié l'article L.323-11 du code de l'énergie, et du décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 qui a mis en cohérence l'article R.323-40, le réseau électrique interne, constitué de liaisons souterraines à 20 000 volts, n'est plus soumis à approbation (R.323-26 et R.323-27), ni aux dispositions des articles R.323-29 (inscription dans le SIG du gestionnaire de réseau) et R.323-30 (contrôle technique) et de leurs arrêtés d'application respectifs des 11 mars 2016 et 14 janvier 2013.

Un réseau privé, de cette nature, est désormais soumis aux dispositions de l'article R.323-40 du code de l'énergie, des autres articles qu'il vise, et des arrêtés d'application, notamment ceux du 17 mai 2001 (arrêté évoqué à l'article R.323-28) et du 25 février 2019 (modalités de contrôle).

Quelques éléments relatifs au réseau électrique interne sont présentés dans le dossier. Ils sont donnés à titre indicatif, puisqu'à ce stade ils ne peuvent être considérés comme pérennes.

2.3 : Réseau électrique externe

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire évoque une hypothèse de raccordement sur le poste source de Brousseval (étude d'impact - page 26, étude de dangers - page 48), qu'il situe à 9 ou 10 km du projet.

Je précise, pour information, que d'autres postes existent dans la zone d'étude du projet : Joinville, le plus proche (4,5 km environ à vol d'oiseau), Bayard et Froncles, plus éloignés.

2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)

Dans l'étude d'impact (page 26), le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région, et indique que le poste de Brousseval dispose d'une capacité de 28 MW.

Il apparaît qu'aujourd'hui la capacité restant à affecter aux EnR sur les postes de Brousseval, Joinville, Bayard et Froncles est nulle (*source caparéseau*).

Il est en outre rappelé :

- que dans la zone d'influence de ces postes, quelques projets de parcs éoliens sont autorisés ou en cours d'instruction ;
- qu'au moment de la définition des modalités de raccordement par Enedis, qui interviendra après l'autorisation du parc éolien, les capacités restant à affecter seront susceptibles d'être inférieures si d'autres installations de production sont entrées dans la file d'attente, ou supérieures si des installations de production sont sorties de la file d'attente ou ne se sont pas concrétisées.

Je précise que le 17 décembre 2018, RTE a fait part au préfet de région de son intention d'engager la révision des S3REnR de Champagne-Ardenne, de Lorraine et d'Alsace à l'échelle de la région Grand Est. Il ne peut cependant être présagé aujourd'hui de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma.

Conclusion :

A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure.

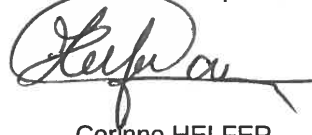
B) Autres thèmes « énergie »

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

La cheffe du pôle énergies renouvelables adjointe,



Corinne HELFER